

## CONFIRMATION DE L'HORRIBLE FIN DE LA PETITE NIHAL

## Qui a osé l'innommable crime ?

**S'il n'est pas permis, à ce stade de l'enquête, d'emboucher la trompette de la rumeur qui désigne déjà les coupables potentiels, il est en revanche admis de s'interroger sur les motivations profondes et criminelles de cet acte barbare, qui dépasse tout entendement humain.**

Ainsi, l'horrible nouvelle est tombée. La petite Nihal est morte assassinée. Victime d'un abominable crime ! Après avoir été enlevée, arrachée à l'affection de ses parents, séquestrée pendant des jours et, sans doute, aussi, violente sans retenue, son ou ses ravisseurs ont mis fin à ses jours, lui infligeant une mort atroce. Rien n'a été épargné à l'innocence qu'elle incarnait, au sourire angélique et attachant que la gamine affichait sur une photo et que les internautes partageaient en boucle sur les réseaux sociaux.

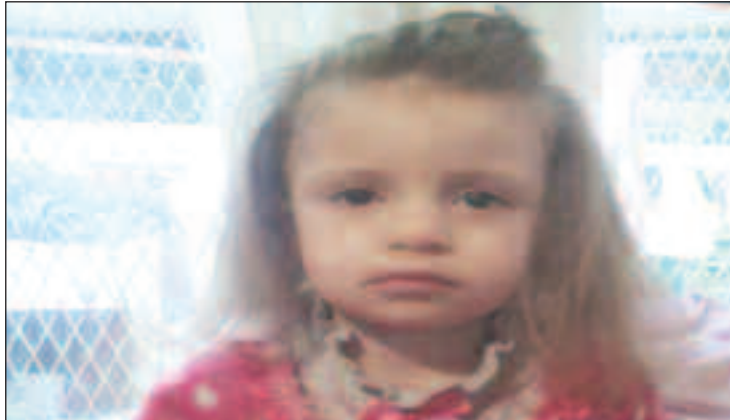
Nihal a été mutilée, déchiquetée, et son petit corps livré aux animaux sauvages. Ces mots ne sont pas le fruit de l'imagination du journaliste, avide de description morbide, ils nous ont été confiés par les oncles maternels de la fillette s'appuyant sur des bribes d'informations qui leur ont été rapportés.

Des membres de la famille que nous avons rencontrés devant le domicile familial, dans le petit hameau des Aït Abdelouahab, dans la commune d'Aït Toudert devenu le point de ralliement de nombreux reporters des télévisions privées nationales, et d'un va et vient incessant de citoyens venus présenter leur condoléances à la famille. C'était, dans l'après-midi de jeudi dernier, juste après la conférence de presse du procureur de la République près le tribunal des Ouacifs.

Breve, quasi expéditive, refusant de répondre aux nombreuses interrogations que voulaient soulever les journalistes, invités pourtant à une conférence de presse, l'intervention du représentant du parquet du tribunal des Ouacifs s'est limité à la lecture d'un communiqué bref et laco-

nique, annonçant le résultat des tests ADN qui confirment l'appartenance à la petite Nihal des restes humains et des effets vestimentaires ramassés sur le vaste périmètre boisé situé en contrebas du village ratissé par les gendarmes dans le cadre de l'opération de recherche lancée, le 21 juillet dernier, juste après l'annonce, par dépôt de plainte, de la disparition de la fillette.

«En ce jour, malheureusement, nous avons reçu les résultats des analyses ADN faites par des spécialistes de l'Institut national de criminalistique et de criminologie de Bouchaoui sur les objets retrouvés sur la scène du crime à Aït Toudert, qui confirment qu'ils appartiennent à Si



La petite Nihal victime d'un abominable crime.

Photo : DR

Mohand Nihal», a annoncé, laco-

niquement, M. Farid Takharoubt, procureur de la République du tribunal des Ouacifs, entouré du procureur général par intérim de Tizi-Ouzou et du représentant de la Gendarmerie nationale. «C'est tout ce que nous pouvons déclarer pour le moment concernant la disparition de la défunte et les

premiers résultats de l'enquête qui se poursuit sur le terrain», dira-t-il. Et d'assurer que les investigations sont toujours en cours, elles sont menées par les services de sécurité ainsi que par les autorités judiciaires. Il promettra que les autorités «informeront en temps opportun la famille de la victime,

la presse et l'opinion publique sur l'évolution de l'enquête et le travail des équipes de recherche et d'investigations sur le terrain».

En raison de «la gravité de l'affaire et l'obligation de discrétion dans le déroulement de l'enquête», il ne peut s'autoriser à dire si d'autres développements sont enregistrés dans le dossier par les enquêteurs.

Des enquêteurs qui doivent se pencher, maintenant, sur le mobile de l'auteur ou des auteurs de l'enlèvement puis de l'assassinat de la fillette de quatre ans. A ce sujet, moult interrogations sont soulevées et des suspects nommément désignés par la rumeur publique mais qu'il n'est ni raisonnable ni décent de relayer à ce stade de l'enquête ; les conditions de la disparition et de la mort de la petite Nihal ainsi que les mobiles du crime relèvent naturellement du domaine du secret de l'enquête et l'instruction.

S. Aït Mébarek

Les oncles maternels de la victime  
au Soir d'Algérie

**Ouali Hamid :** «La famille a gardé jusqu'au bout l'espoir de voir revenir notre fille vivante à la maison. On attendait même une demande de rançon. Le 12<sup>e</sup> jour, on nous a annoncé que sa robe, ses sandales et les kikinettes (élastiques) de ses cheveux ont été trouvées. C'est à 14 heures (jeudi 4 août, au 15<sup>e</sup> jour de la disparition de Nihal, (ndlr) que le procureur de la République est venu nous annoncer la triste nouvelle. Le corps de Nihal a été déchiqueté, probablement dévoré par les animaux sauvages. Nous nous en remettons à Dieu et aux autorités judiciaires pour infliger un châtiment exemplaire à ses assassins.»

**Amar Ouali Omar :** «Malgré les rumeurs les plus folles sur sa mort, nous avions nourri l'espoir, jusqu'au bout, de voir notre fille revenir vivante à la maison. C'est avec beaucoup d'amertume et de tristesse que nous avons appris l'horrible nouvelle de sa mort, annoncée

le procureur de la République. Rien ne justifie un tel acharnement criminel. Infliger une telle mort à un enfant de quatre ans ne peut avoir aucune explication rationnelle ; un geste pareil dépasse tout entendement et qu'aucun être humain normalement constitué ne peut s'autoriser à commettre. Il sort de l'ordinaire. Le mobile ? On n'en sait rien. C'est aux enquêteurs de le dire et de le déterminer avec exactitude. Ce que je peux affirmer est qu'au sein de la famille, nous n'avons aucune raison de croire que quelqu'un puisse nous en vouloir. Nous sommes en bons termes avec tout le monde. Rien ne peut justifier un acte de vengeance à notre égard. Rien ne peut justifier ce qui vient de se passer. Les créatures, je parle bien de créatures, car je ne peux pas les qualifier d'être humains, qui ont fait ça doivent payer cher. On fait confiance à la justice pour infliger le châtiment exemplaire que méritent les auteurs de ce crime barbare. A part la

confirmation de la mort de Nihal par les tests ADN, aucune autre information ne nous a été transmise sur les conditions de sa mort. Nous avons appris seulement que son corps abandonné en pleine nature a été déchiqueté.» A notre question de savoir si la gendarmerie a procédé à la fouille et à la perquisition de certaines maisons au sein du village, M. Amer Ouali Omar affirme : «il y a eu fouille de certains domiciles dans le village, mais je suis mal placé pour dire s'il y a eu recueil d'indices. Cela me dépasse. J'espère seulement que l'enquête sera menée convenablement et que les auteurs de ce crime barbare auront un châtiment exemplaire. S'agissant des rumeurs qui circulent sur les coupables potentiels, le procureur s'est déplacé, avant-hier, mardi, pour nous dire de ne pas croire tout ce qui se dit et que les informations, réelles et vérifiées, seule la justice est en droit de nous les donner.»

Propos recueillis par S. A. M.

## Enlèvements d'enfants et peine de mort

L'irruption de ce type de crime – enlèvements d'enfants notamment – n'est pas un épiphénomène. Il est l'arbre qui cache la forêt, et s'il se manifeste aujourd'hui, c'est parce que la société est défaite et que les interdits fondamentaux qui garantissent l'ordre social se sont effondrés.

Des comportements naturellement facilités par le délabrement de nos institutions et le recul de l'autorité de l'Etat.

Voici réunis les éléments qui contribuent à l'émergence de cette nouvelle forme de violence sociale.

Une délinquance qui terrorise les parents et fait naître chez eux l'effroi à l'idée que leur propre progéniture puisse en être victime.

Une angoisse d'autant plus insupportable que les sévices infligés aux enfants sont cruels.

Une cruauté qui inquiète et interpelle la conscience sociale, une libération des instincts qui interroge la société, une débâche de monstruosité qui témoigne de l'inhumanité des auteurs de tels forfaits.

Une situation qui donne aux familles, froid dans le dos et crée un indicible et envahissant sentiment d'insécurité.

Pour autant, est-ce que brandir le spectre de la peine de mort – le «meurtre légal, officiel» – constitue la bonne réponse à cette situation ? Est-ce qu'agiter le fantôme de l'exécution du coupable va rétablir l'autorité de l'Etat et restaurer l'ordre social ? Est-ce que la cruauté des criminels va disparaître du fait de la brutalité de la loi et des institutions ? Sans doute non.

Comme si le spectre de cette peine extrême allait, par une espèce de miracle, provoquer le recul de la violence sociale croissante et faire définitivement disparaître, de la cité, la criminalité.

Si cela devait être le cas, la peine capitale aurait été instaurée depuis longtemps à travers toute la planète ; l'humanité est dans le mouvement contraire, dans le sens de son abolition.

Une vengeance collective, une réciprocité dans le crime.

Est-ce que le fait de reproduire le meurtre – de façon légale (légitime, je

devrais dire) – conjurera celui-ci et constituera une garantie pour l'avenir ? Rien n'est moins sûr. «Faire du coupable une victime serait accomplir l'acte même que réclame la vengeance, ce serait obéir strictement aux exigences de l'esprit violent», a écrit l'historien et philosophe René Girard (*La violence et le sacré*, éditions Pluriel).

La violence ne peut pas – ne doit pas – constituer une réponse à la violence. Pour autant, l'Etat algérien a, par l'amendement du code pénal et l'introduction de l'article 293 bis, autorisé des représailles institutionnelles.

Une démarche qui a, sans doute, valeur de catharsis sociale, mais qui est inopérante, ne serait-ce que parce que l'Algérie a ratifié les conventions internationales contre l'application de la peine de mort.

Pour que la violence et la délinquance reculent, il faut reconstituer le ciment social.

Alors, il faut moins de misère, moins d'inégalités et moins de hogra. Il faut plus de justice. Il faut que l'Algérie accède au statut de citoyen digne, avec la possibilité d'exercer son libre arbitre et de participer à

Par Mahmoud Boudarène(\*)

la décision politique, celle qui engage son destin propre, mais aussi celui de sa patrie.

Il faut que la loi soit au dessus de tous et qu'elle ne s'applique pas uniquement au citoyen lambda et au faible.

Enfin, il faut que la probité et la droiture soient érigées en valeurs pérennes et que le pouvoir politique en soit à la fois, le garant et le modèle.

L'intelligence et la compétence ne doivent plus être marginalisées et forcées au silence ou à l'exil.

Elles doivent être réhabilitées et constituer les seuls arguments sur lesquels doivent reposer le mérite et l'accès à la responsabilité.

La ruse et l'imposture ne doivent plus être des critères d'accession à la décision, notamment politique, et l'exemplarité doit prévaloir dans l'exercice de la responsabilité et ce, quel que soit le niveau où elle se situe.

M. B.

\* Texte reproduit avec l'aimable autorisation du docteur Boudarène, psychiatre